



Commune de Veigné

Plan Local d'Urbanisme
Déclaration de Projet entraînant la mise en
compatibilité du
PLAN LOCAL D'URBANISME
NOTICE de PRESENTATION

Vu pour être approuvé :

.....

Le Maire,

PROFE

Table des matières

Objet du dossier et présentation du projet	4
Cadre législatif	6
I. La Déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU avec le projet	7
Contexte du projet	9
I. Données de cadrage	10
Présentation de l'opération	20
I. Emprise du projet	21
II. Cadre de l'intérêt général du projet.....	25
Un projet cohérent sur les mobilités.....	26
Offrir une offre de déplacements complète : le pôle multimodal.....	26
III. Caractéristiques principales du projet de giratoire.....	27
Les riverains	27
Les piétons.....	27
La structure de chaussée	27
La signalisation verticale	28
Le marquage.....	28
VI. Projet envisagé.....	29
Mise en compatibilité du PLU avec le projet.....	30
Justifications de la mise en compatibilité	34
Liste des emplacements réservés après la mise en compatibilité	36
Annexes	39

Objet du dossier et présentation du projet

PROJET

Le Conseil Départemental, maître d'ouvrage de l'opération, s'est engagé dans l'amélioration de la qualité et de la sécurité de son réseau. Dans cette perspective, il est envisagé d'aménager le carrefour D910 / D87, à l'embranchement dit de la « Saulaye ».

L'objet du présent dossier est de présenter le projet de réalisation du carrefour giratoire D910 / D87 afin de permettre la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

PROJET

I. La Déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU avec le projet

Par délibération du 25 novembre 2016, le Conseil Municipal de Veigné a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Suite à la programmation de l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la D910 et D87 à la Saulaye, par le Conseil Départemental, et conformément aux articles suivants, Veigné a engagé la réalisation d'une déclaration de projet qui emportera la mise en compatibilité du document d'urbanisme.

La mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme porte sur la modification des éléments écrits (liste des emplacements réservés) et la mise en cohérence du document graphique réglementaire.

Ce projet devra être compatible avec la Déclaration d'Utilité Publique relative au projet autoroutier de 2X3 voies de l'A10 prévu entre l'échangeur de Vouneuil-sous-Briard (proximité de Poitiers) et Veigné (proximité de Tours).

a. Code de l'Urbanisme : partie législative

Les dispositions des articles L153-54, L153-55, L153-57, L153-58 et L153-59 précisent :

L153-54 : « Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

L153-55 : « Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

(...)

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. »

L153-57 : « A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas. »

L153-58 : « La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

(...)

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

L153-59 : « L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. (...).

b. Code de l'Urbanisme : partie réglementaire

Les dispositions de l'article R153-15 précise que : « Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme ».

c. La saisine de l'autorité environnementale sur la demande d'examen au cas-par-cas

La déclaration de projet relève d'un examen au cas-par-cas en application du R122-2 et R122-3 du code de l'environnement. Le projet est défini selon l'annexe de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

Le présent projet est inscrit dans la catégorie :

« 6. Infrastructures routières (les ponts, tunnels et tranchées couvertes supportant des infrastructures routières doivent être étudiés au titre de cette rubrique. »

Il est soumis à l'examen au cas-par-cas en sous-catégorie :

« a) Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements, des communes et des établissements public de coopération intercommunale non mentionnées aux b) et c) de la colonne précédente. »

De fait, la présente mise en compatibilité du PLU de Veigné fait l'objet d'une demande d'examen au cas-par-cas.

PROJET

I. Données de cadrage

a. Contexte territorial

Le projet envisagé se situe au lieu dit de la Saulaye sur la commune de Veigné à proximité de la limite de commune Nord frontalière de Chambray-lès-Tours et d'un secteur d'habitat.

Le futur projet est également proche de la zone d'activités de Bagatelle qui regroupe des activités de services et des PME. Une zone de boisements inscrite en Espace Boisé Classé ainsi que l'amorce du plateau Nord sont concernées par le futur projet.

Le secteur d'intervention concerne le croisement de la D910 (route Nationale) et de la D87 (route du Ripault).

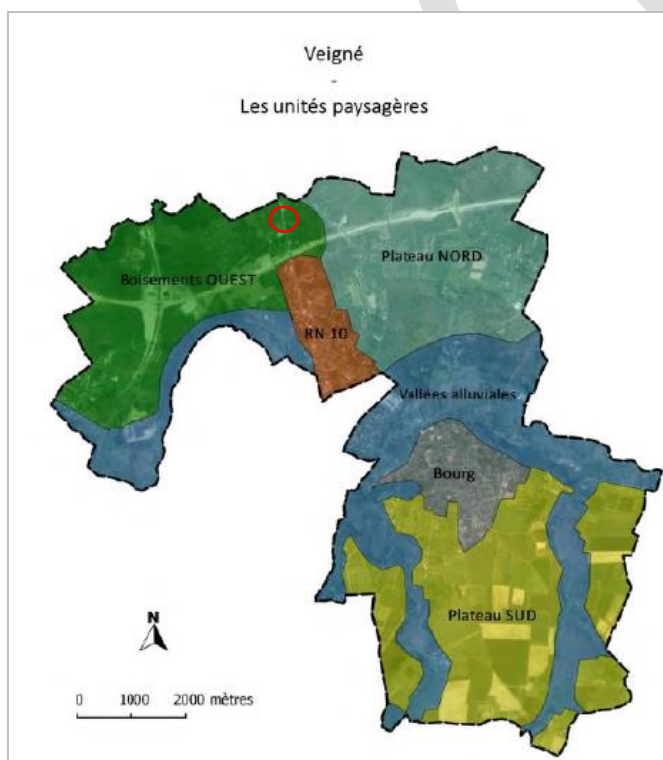
La D910 est l'axe principal de liaison de Veigné vers l'agglomération tourangelle. Elle traverse Veigné sur un axe Nord-Sud reliant Chambray-lès-Tours à Montbazon. Elle sépare les boisements situés à l'Ouest, du plateau Nord. De part et d'autre de la voie, une forte urbanisation s'est développée : zones commerciales et pavillonnaires.

b. Contexte naturel et patrimonial paysager, bâti et archéologique

1. Paysage

Le projet de carrefour se situe à l'interface de 2 entités paysagères :

- Le plateau Nord : cet espace anciennement agricole est en train de se fermer progressivement. La majeure partie des prairies sont abandonnées et évoluent en friches puis en boisements.
- Les boisements Ouest : le Nord-Ouest de la commune est dominé par des boisements qui accompagnent une partie de la D910.



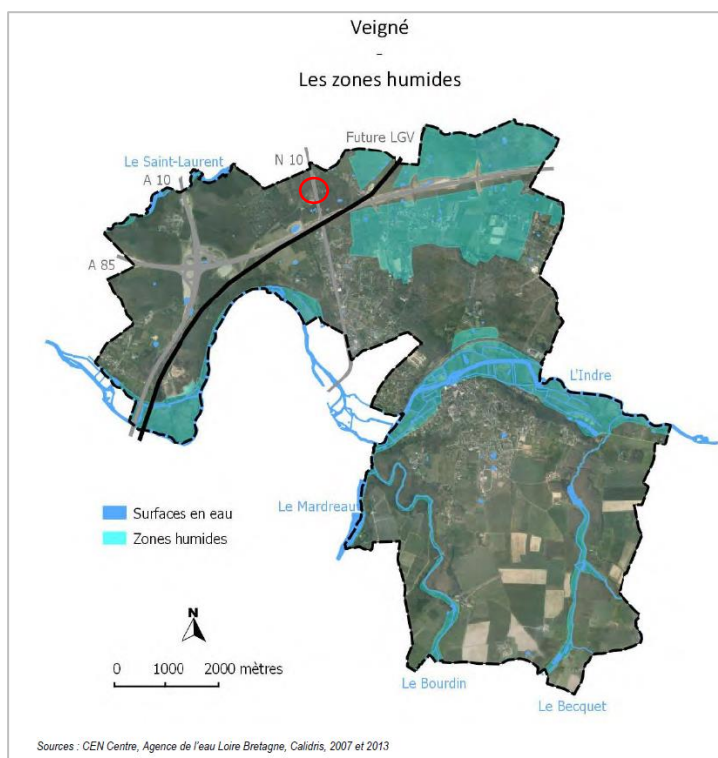
○ Localisation du projet

Source : ATU 2003 – Extrait Rapport de présentation du PLU approuvé de la commune de Veigné

2. Environnement naturel

La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000 et ne possède plus de ZNIEFF sur son territoire.

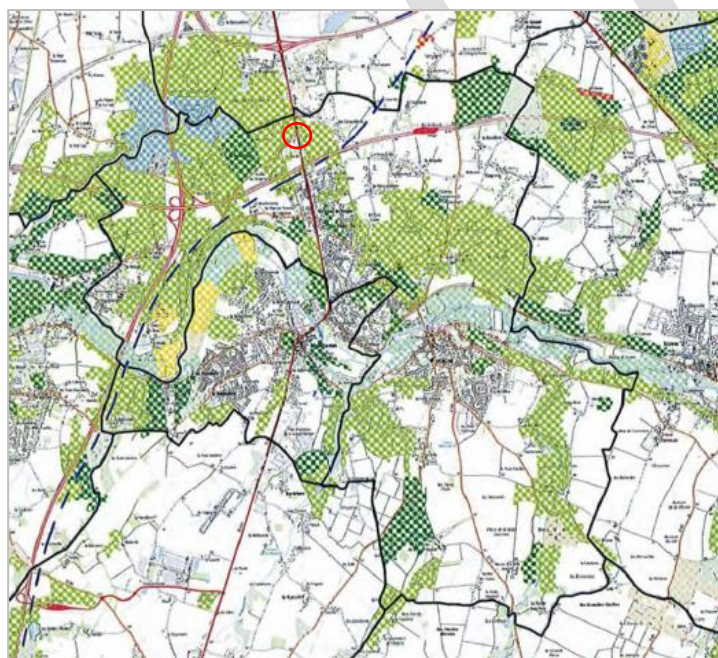
Le site du futur projet n'est pas concerné par une zone humide, au regard du PLU approuvé.



○ Localisation du projet

Source : CEN Centre, Agence de l'Eau Loire Bretagne, 2007-2013 - Extrait Rapport de présentation du PLU approuvé de la commune de Veigné

Le site est concerné par le classement en Espace Boisé Classé pour sa partie Ouest. Il convient de déclasser une partie de cet EBC pour permettre la réalisation du carrefour. Ceci fait l'objet de la déclaration de projet entraînant la mise en compatibilité du PLU.



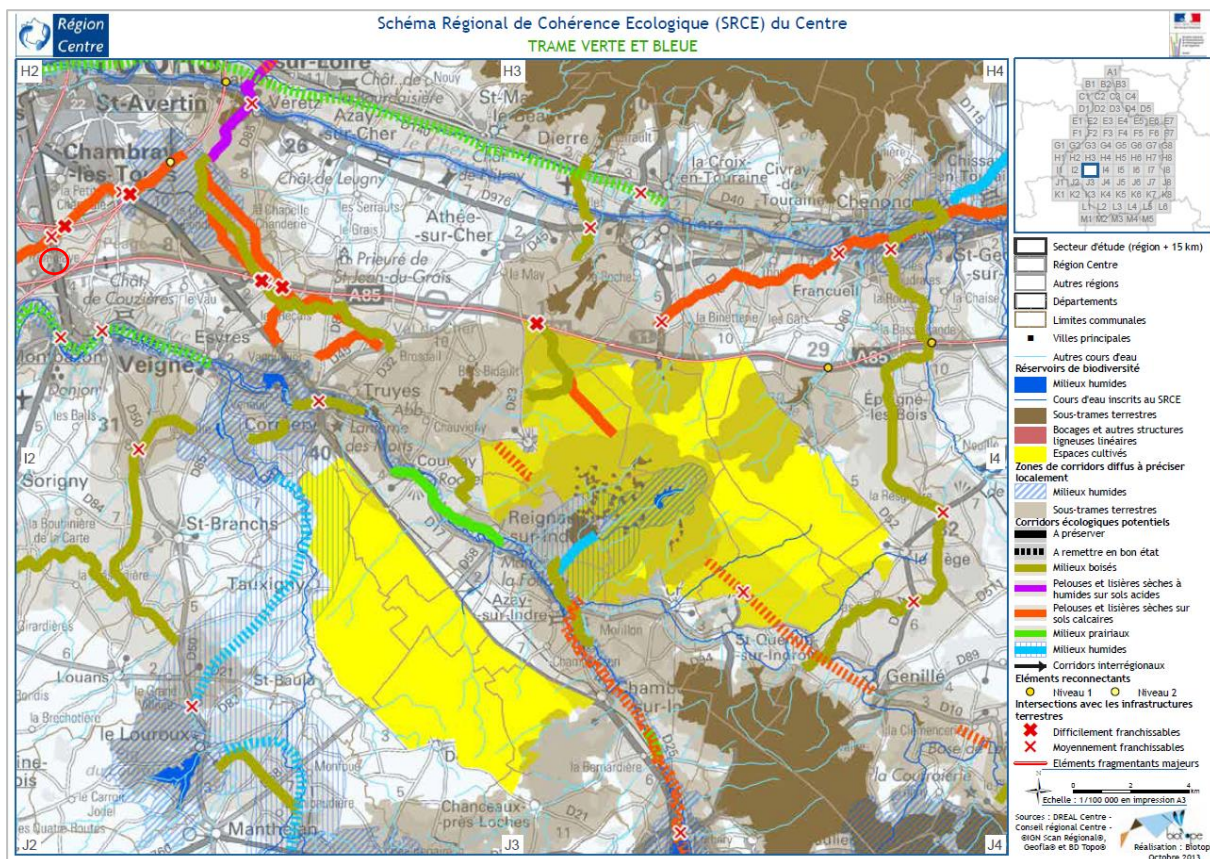
○ Localisation du projet



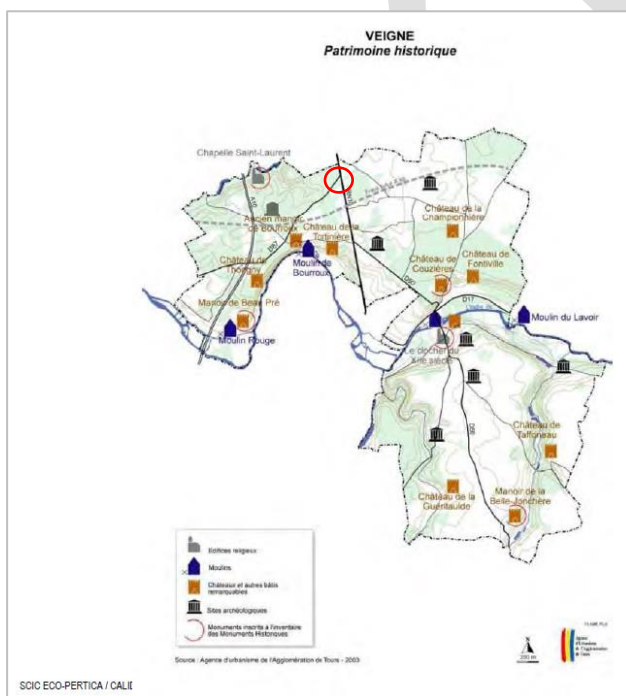
Source : DDT Forêt : carte de l'inventaire forestier - Extrait Rapport de présentation du PLU approuvé de la commune de Veigné

Bien que le SRCE de la Région Centre-Val de Loire fasse état de corridors écologiques assez développés sur la commune de Veigné, le site n'est pas situé dans un corridor écologique recensé au titre de la Trame Verte et Bleue.

○ Localisation du projet



3. Patrimoine bâti et archéologique



Aucun édifice classé au titre des Monuments Historiques n'est recensé à proximité immédiate du site.

○ Localisation du projet

Source : Extrait Rapport de présentation du PLU approuvé de la commune de Veigné

Concernant l'archéologie, la DRAC de la Région Centre-Val de Loire a été interrogée par le Conseil Départemental sur d'éventuelles investigations à mener.

Par courrier du 05 octobre 2017, la DRAC précise que le projet d'aménagement du carrefour des RD910 et RD87 au lieu-dit La Saulaye», ne donnera pas lieu à prescription de diagnostic archéologique, sauf en cas de modification substantielle du projet ou de connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de Veigné. (Voir annexe 1 du la note de présentation).

c. Contexte économique

1. Activités de services et entreprises

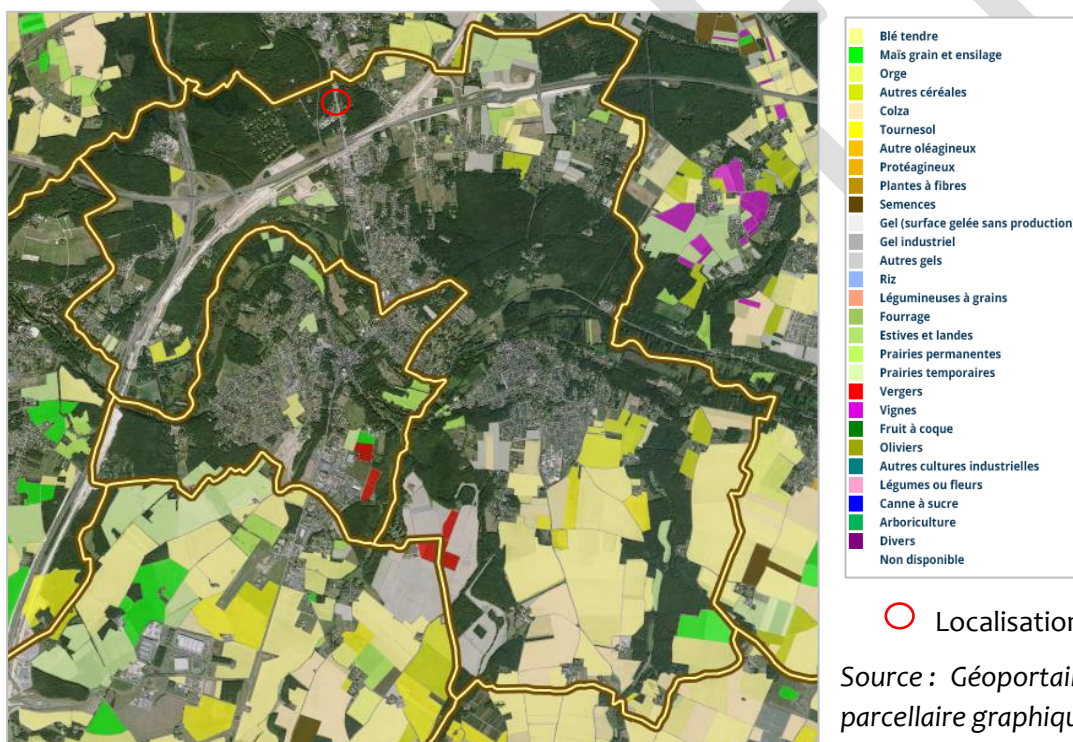
345 entreprises (sièges actifs) sont recensées à Veigné au 31 décembre 2015 (source INSEE activités marchandes hors activité agricole). Les activités sont diverses ; le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration est le plus représenté (32%).

Veigné est un territoire où la création d'entreprises est active avec 23 entreprises par an entre 2006 et 2009 et 40 par an entre 2009 et 2011. Les profils sont en majorité des entreprises individuelles type autoentreprise.

La zone d'activités de Bagatelle le long de la D910 concentre une activité commerçante bénéficiant de l'effet vitrine de cette voie principale.

2. Activités agricoles

Aucune exploitation agricole n'est recensée à proximité immédiate du futur projet de carrefour giratoire. Les terres situées à l'Est du projet sont majoritairement des prairies en friches, non cultivées. Les terres exploitées sont en majorité, situées au Sud de la commune de Veigné.



d. Contexte routier

1. Trafic des D910 et D87 et analyse des déplacements

La D910 est un axe structurant du Département de l'Indre-et-Loire. Cette voie est classée Route à Grande Circulation ; elle est empruntée par des transports de matières dangereuses. Cette voie est interdite à la circulation des poids-lourds, sauf pour la desserte locale.

La D87 est une voie classée en « Réseau Départemental de Maillage Territorial ».

Les comptages réalisés en mai 2016 pour ces deux départementales révèlent un trafic journalier important :

- La D910 est empruntée par 25 218 veh/j dont 5.98% de poids lourds (dans les 2 sens de circulation) au niveau du carrefour projeté. Les relevés sur 4 ans montrent une diminution de 5% du trafic sur cette voie.
- La D87 est empruntée par 4 571 veh/j dont 3.35% de poids lourds, le trafic est en augmentation depuis 4 ans, de 2.78 %.

L'hypothèse d'évolution du trafic du Conseil Départemental retenue est une augmentation de 1%/an sur 20 ans.

La D910 a un rôle de desserte locale pour les différentes communes qui sont situées sur son axe. Elle supporte le trafic pendulaire lié à l'agglomération tourangelle ; ceci est confirmé par les pics de fréquentation aux horaires de point du matin et du soir.

En effet, parmi les 82% d'actifs travaillant hors de la commune, 76% travaillent dans le Département d'Indre-et-Loire. Une grande partie d'entre eux se dirige vers le cœur de l'agglomération de Tours.

2. Les transports en commun à proximité

La commune est concernée par le réseau REMI de la Région Centre-Val de Loire. Les lignes F, H et G desservent Veigné.

3. L'accidentologie

Les données en accidentologie indiquent 1 accident mortel intervenu en 2007.

4. Infrastructures de transports terrestres : environnement sonore

Veigné est concernée par le bruit des infrastructures routiers. La D910 est en catégorie 3* au Sud du carrefour de la Folie et dans le secteur de la Madeleine au Nord. Puis, elle est en catégorie 4* sur le reste du tronçon.

L'ambiance sonore est dite « non modérée », de jour comme de nuit. Les niveaux sonores dépassent 70 dB(A) sur la période diurne et 65 dB(A) sur la période nocturne. Cette zone semble caractéristique d'un Point Noir du Bruit (PNB)*.

La D87 n'est pas concernée par ce classement.

Le classement des infrastructures routières et des lignes ferroviaires à grande vitesse ainsi que la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence dans le tableau suivant :

Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A)	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure(*)
1	$L > 81$	$L > 76$	300 m
2	$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	250 m
3	$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	100 m
4	$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	30 m
5	$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	10 m

(*) La largeur est comptée à partir du bord de la chaussée de la voie la plus proche dans le cas de routes, à partir du rail extérieur de la voie la plus proche dans le cas de voies de chemin de fer.

Source : arrêté du 26 janvier 2016 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département d'Indre-et-Loire Autoroutes et route nationale

* Un Point Noir du Bruit est un bâtiment sensible (habitation, établissement de santé, de soins, d'action sociale ou d'enseignement) dont les niveaux sonores en façade dépassent les valeurs limites fixées par la réglementation. Il est généralement localisé dans une Zone de Bruit Critique (ZBC) engendrée par au moins une infrastructure de transport terrestre des réseaux routiers ou ferroviaires nationaux, et qui répond aux critères acoustiques et d'antériorité définis.

e. Contexte règlementaire – le Plan Local d'Urbanisme

Le PLU de la commune de Veigné a été approuvé le 25 novembre 2016.

1. Orientation d'Aménagement et de Programmation

Le projet de carrefour de la Saulaye s'inscrit dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation intitulé « L'entrée de ville Nord / Les Gués ».

Les principes évoqués dans l'OAP sont les suivants (Extrait de l'OAP du PLU approuvé) :

- « Traitement des enjeux de sécurité (traversées, vitesse, accès, etc.)
- Anticipation des déplacements induits par l'arrivée de nouveaux habitants, le renforcement du trafic de transit et la gestion des déplacements générés par la création du pôle multimodale d'ici 10 ans
- Organisation des stationnements et des déplacements en transports collectifs
- Identification des limites de la ville par un traitement paysager
- Détermination de séquences bâties et non bâties, s'appuyant sur des coupures cohérentes avec les continuités paysagères et/ou écologiques existantes ou à créer.
- Liens fonctionnels avec les espaces environnants (quartiers pavillonnaires et résidentiels Juche Perdrix, Messandière, Châtaigneraie, etc.) passant par un réseau de circulations interconnectées vers et depuis le village des Gués et les équipements publics
- Maîtrise des aménagements commerciaux afin d'améliorer la qualité architecturale, paysagère et les formes bâties des zones économiques (secteur de La Saulaye notamment)
- Prise en compte de l'environnement sonore dès la conception des futurs projets d'aménagement et de construction

Espaces publics et équipements :

Trois carrefours sont à aménager le long de cet axe (D910), avec pour principes de matérialiser et de faciliter l'accès à des équipements ou des aménagements structurants : écoles des Gués, futures gares ou accès unique à la zone de la Saulaye au Nord.

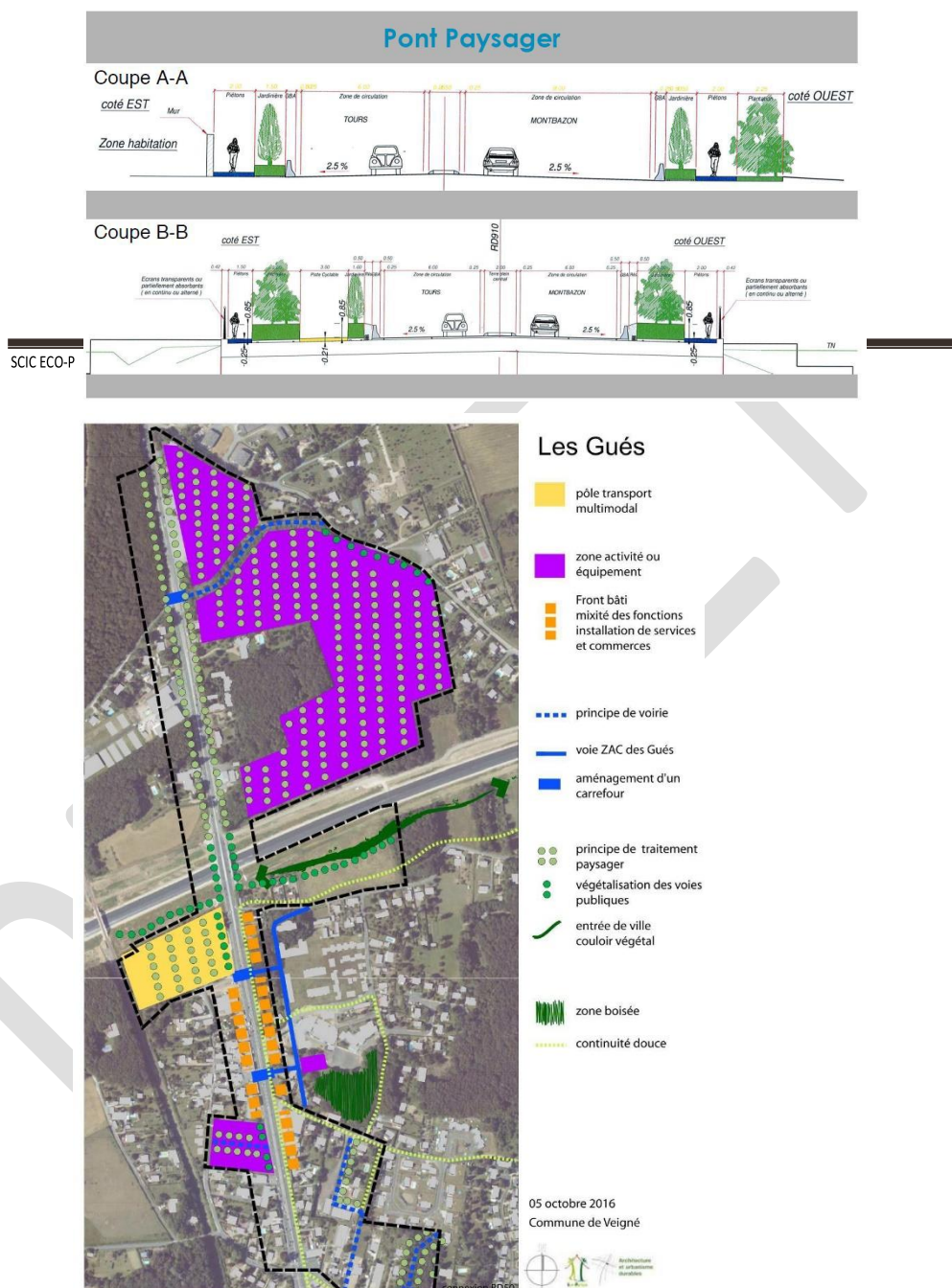
(...)

Orientations paysagères :

Le traitement paysager de la séquence au Nord du pont cherchera à renforcer la présence du végétal. L'aménagement de la zone de La Saulaye devra également s'inscrire dans une démarche de préservation des boisements en veillant à limiter la densité des constructions, en particulier en façade de l'axe départemental. Le patrimoine écologique en présence (espèces floristiques et faunistiques protégées) devra être pris en compte dans le cadre de l'aménagement de ces parcelles. De même, il conviendra de veiller au maintien de la fonctionnalité en tant que corridor écologique de ces parcelles.

Séquences et répartition des usages :

Enfin, le principe de coupe de voirie retenu au niveau du franchissement de l'autoroute et de la LGV sera également appliqué sur tout le linéaire de la voie, de manière à faciliter les parcours piétons et vélos le long de l'axe. (...) »



2. Règlement écrit et graphique

Le futur projet est concerné par les zones Np et 2AU.

Zone Np : zone naturelle et forestière qui correspond aux sites sensibles à protéger et constituant une partie de la ceinture verte de la commune : Vallée de l'Indre, les coteaux boisés et rebords de plateau, comprenant des propriétés bâties de grande qualité, les vallons secondaires.

La zone Np admet sous conditions :

« les constructions, ouvrages, installations, travaux, affouillements et exhaussements de sol nécessaires soit à la réalisation d'infrastructures routières ou ferroviaires, soit au fonctionnement, à l'exploitation ou à la sécurité de ces infrastructures, soit nécessaires à un service public ainsi que les équipements d'accompagnement (péage, pylône de communication, etc). »

La parcelle concernée par le zonage Np est : AC 0032. Le règlement de la zone Np permet la réalisation du projet de giratoire D910/D87.

Zone 2AU : zone d'urbanisation future et destinée à un développement urbain mixte et/ou accueillir des activités économiques.

La zone 2AU admet sous conditions :

« les constructions, installations, travaux et ouvrages liés ou nécessaires, soit à la réalisation d'infrastructures, soit à des services publics à condition qu'ils ne compromettent pas l'aménagement ultérieur de la zone. »

Les parcelles concernées par le zonage 2AU sont : AD 0422, AD 0423, AD0424, AD0425, AD 0426, AD 0427, AD 0428. Le règlement de la zone 2AU permet la réalisation du projet de giratoire D910/D87.

3. Espace Boisé Classé

La parcelle AC 0032 est concernée par un EBC d'une surface totale de 5,8 ha.

Pour la réalisation du projet de carrefour, 2075 m² font l'objet d'un déclassement dans le cadre de la présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

4. Emplacement réservé

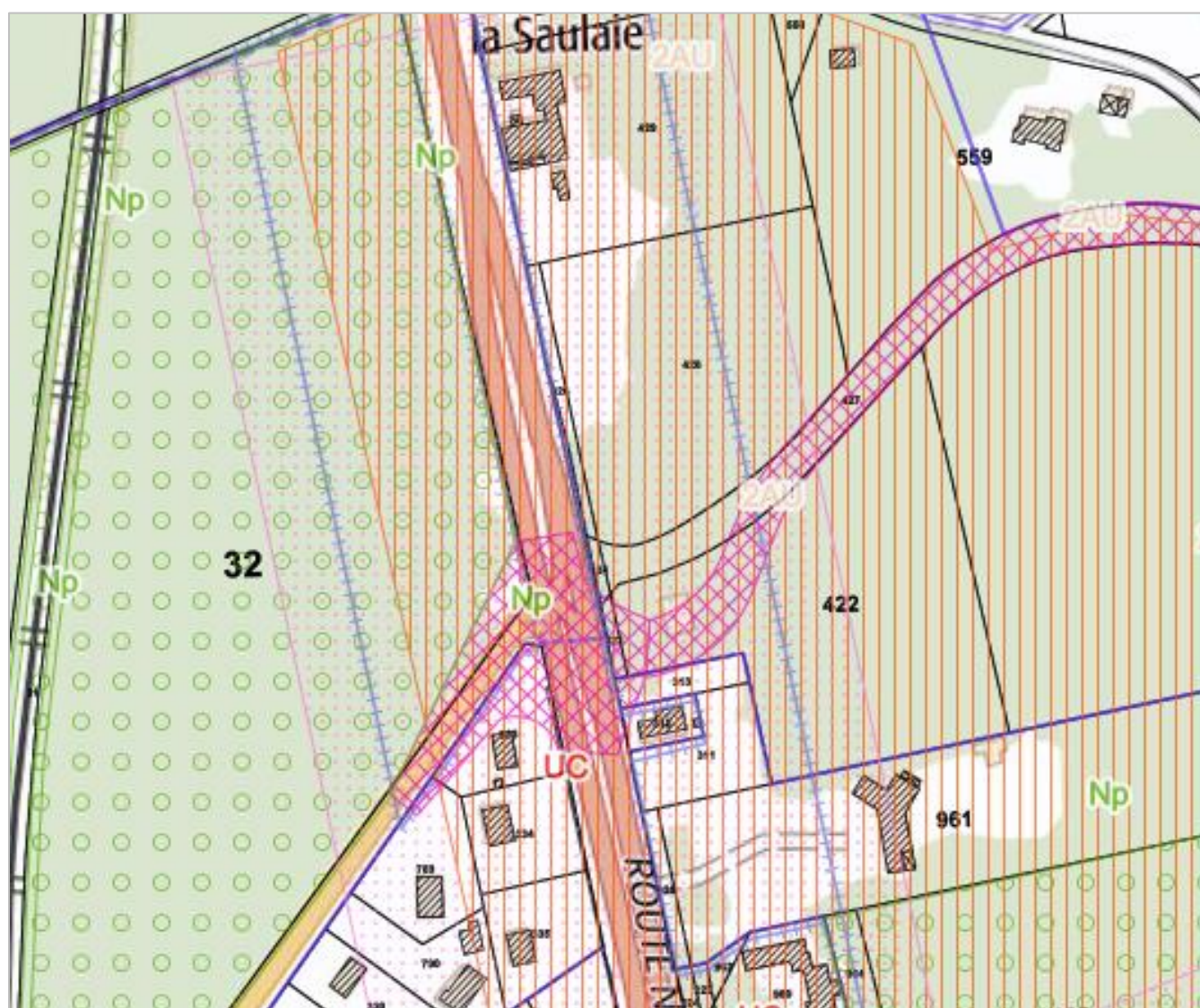
Deux emplacements réservés sont concernés par le projet.

L'emplacement réservé n° 25 dont la destination est « Voie de desserte de la zone de la Saulaye » et l'emplacement réservé n°26 dont la destination est « Aménagement et sécurisation du carrefour D910 / D87 à la Saulaye ». Ils doivent être revus dans leur surface et positionnement. Par conséquent, ils font l'objet de la déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU.

5. Servitudes d'Utilité Publique

Aucune SUP est appliquée sur les parcelles concernées par le projet.

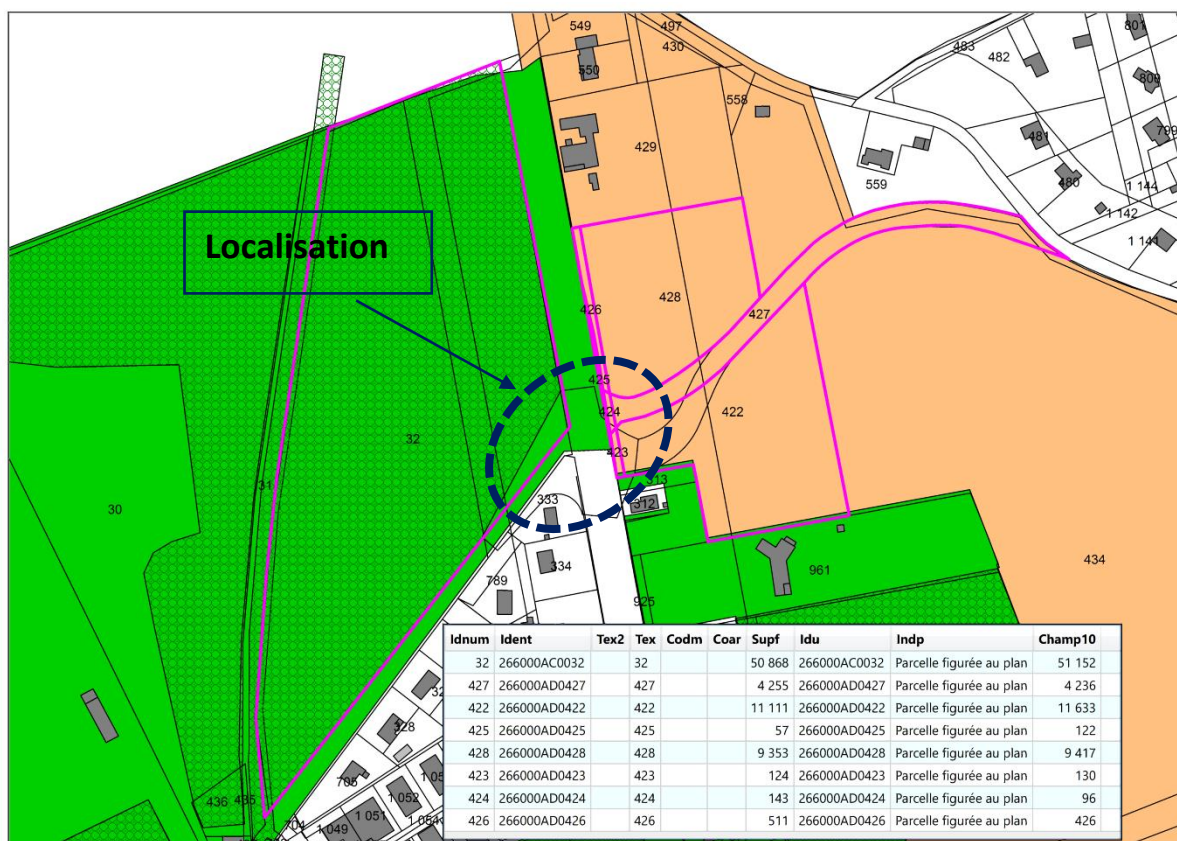
Règlement graphique du PLU approuvé






Source : extrait du zonage du PLU approuvé – GPU

Présentation de l'opération

I. Emprise du projet

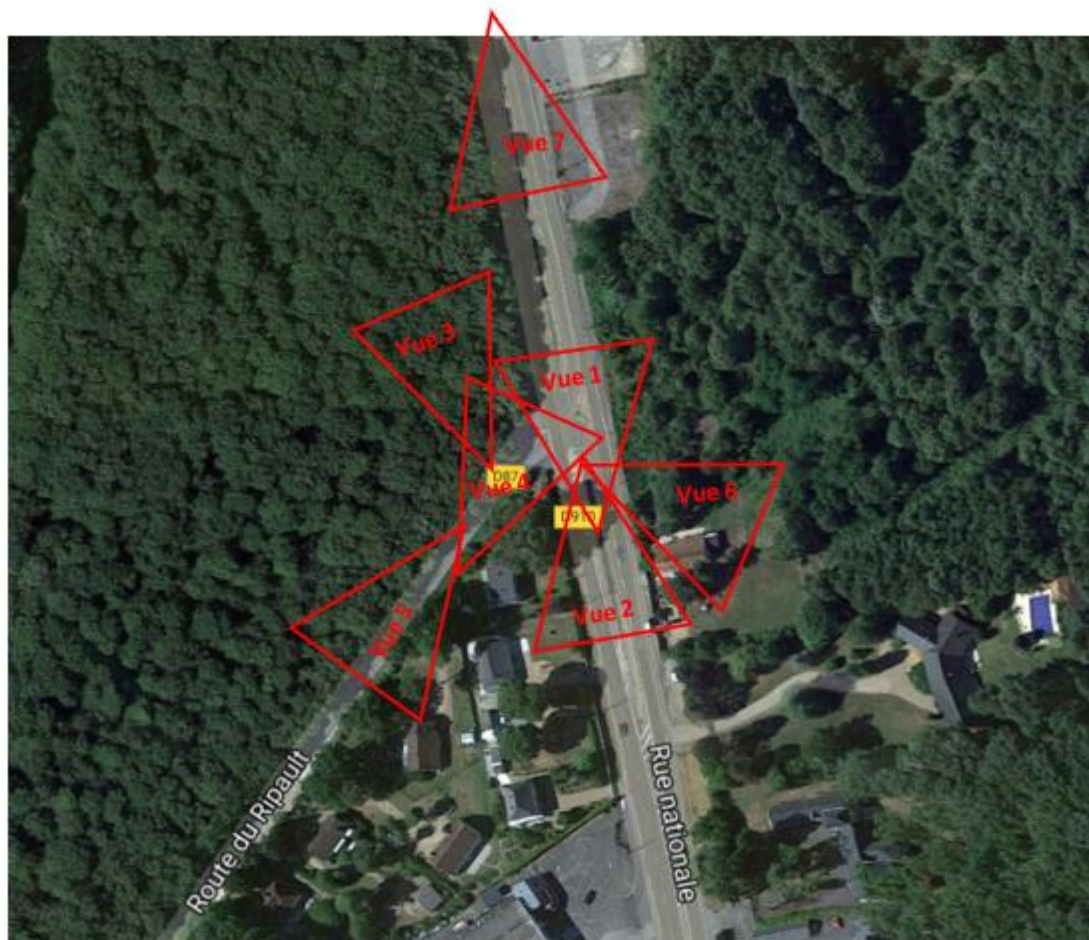


-  Parcelles concernées par le projet
-  Zone Np au PLU et EBC
-  Zone 2AU au PLU

Le projet concerne les parcelles : AD 0422, AD 0423, AD0424, AD0425, AD 0426, AD 0427, AD 0428 et AC 0032.

a. Repères photographiques

Photographies en date du 10 octobre 2017



Vue 1



Vue 2



Vue 3



Vue 4



Vue 5



Vue 6



Vue 7

II. Cadre de l'intérêt général du projet

a. La D910 : un axe majeur dont l'aménagement est en cours depuis plusieurs années

Le gestionnaire actuel du carrefour est le STA Centre.

Ce carrefour est le plus important en terme de trafic routier sur la portion de la D910 dont les aménagements se terminent actuellement au niveau du Bd périphérique.

La D910 est un axe qui constitue un itinéraire majeur pour le Département d'Indre-et-Loire. Elle supporte une partie importante du trafic des migrations domicile-travail en direction de l'agglomération Tourangelle, ainsi que les liaisons de transit sur l'axe Paris – Tours – Bordeaux en complément de l'A10.



Sur cette portion, hormis aux abords du carrefour, la D910 est à 2X2 voies.

Le tracé en plan est parfaitement rectiligne, les accotements sont larges et le profil en long fait état d'une faible pente.

La vitesse maximum autorisée est de 50km/h au droit du croisement entre la D910 et la D87. Mais concernant l'approche venant du Nord de la D910, soit de Chambray-lès-Tours, la vitesse est limitée à 70 km/h.

Il est constaté que malgré les limitations, des vitesses élevées sont régulièrement pratiquées par les usagers de cette voie.

Le carrefour a fait l'objet d'un aménagement au moyen d'îlots en saillie afin de guider à la fois :

- le tourne à gauche en venant du Sud 
- la traversée de la D910 par les usagers venant de la D87. 

Réalisés en 2008, ces aménagements ont contribué à l'amélioration de la sécurité, du fait de la meilleure perception du carrefour et d'une protection réelle des usagers en tourne à gauche et en insertion sur la D910.



b. Un engagement pour l'achèvement de l'aménagement de la D910/D87

Le Conseil Départemental, maître d'ouvrage de l'opération, s'est engagé dans l'amélioration de la qualité et de la sécurité de son réseau. Dans cette perspective, il est envisagé d'aménager un giratoire D910 / D87, à l'embranchement dit de la « Saulaye ».

Ceci permettra de sécuriser les mouvements entrants des usagers des deux départementales.

c. Un projet qui s'inscrit dans le Projet d'Aménagement et de Développement durables de la commune de Veigné

1. Les objectifs du projet d'aménagement

Un projet cohérent sur les mobilités

L'entrée de ville Nord de Veigné traverse des secteurs hétérogènes (espace boisé, traversé d'infrastructures autoroutières et ferroviaires, espaces d'activités, zones d'habitat, ...). Cet axe supporte un trafic routier très important lié notamment aux déplacements pendulaires entre l'agglomération tourangelle et les secteurs résidentiels péri-urbains.

Organisé autour de cette voie, les quartiers avoisinants, et en particulier des Gués de Veigné est un secteur stratégique du développement de la commune à court, moyen et long termes. Le projet d'aménagement prévu à long terme permettra à terme d'accueillir environ 350 logements supplémentaires.

Ces 350 logements généreront des déplacements supplémentaires importants venant s'additionner à ceux existants.

Par conséquent, les enjeux liés au projet de réalisation du carrefour de la Saulaye répondent aux objectifs suivants :

- favoriser un comportement apaisé des automobilistes qui traverse la commune
- sécuriser le trafic routier sur la D910 et diminuer l'accidentologie
- organiser une mobilité durable
- réduire les nuisances et les contraintes liées aux transports et déplacements
- maintenir le tissu économique diversifié en permettant de fluidifier et sécuriser les accès
- améliorer le cadre de vie habité aux Gués de Veigné et dans les quartiers avoisinants la D910
- sécuriser les futurs accès de la zone 2AU et anticiper l'augmentation des déplacements induits par l'arrivée de nouveaux habitants.

De manière complémentaire à ce projet de carrefour de la Saulaye, la commune de Veigné souhaite :

- améliorer la mobilité alternative à la voiture individuelle en :
 - o facilitant les déplacements piétons et vélos
 - o favorisant l'usage des transports collectifs et le développement d'une offre multimodale
 - o adaptant l'offre de stationnement public notamment dans les secteurs desservis par une gare.

Offrir une offre de déplacements complète : le pôle multimodal

Dans cette perspective la commune souhaite mettre en œuvre un projet multimodal, et aménager la future gare des Gués pour répondre à un besoin de déplacements pour tous.

Les habitants de Veigné disposent de 2 haltes ferroviaires (Veigné Bourg et Montbazou) le long de la ligne Tours-Loches. Il s'agit du moyen de transport le plus rapide pour rejoindre le centre de Tours. La commune souhaite conforter l'existence de ces haltes et renforcer l'usage du train par la création d'une plateforme multimodale en lien avec l'ouverture d'une nouvelle halte ferroviaire aux Gués de Veigné à l'horizon 2025. Connectée à la D910, celle-ci permettra de capter une partie des

déplacements quotidiens transitant par Veigné depuis les communes au Sud de l'Indre en direction de Tours, mais également d'améliorer l'offre de services de transports collectifs dans le quartier des Gués en composition. Parallèlement à ce projet, la commune adaptera l'offre de stationnements publics et proposera une aire de co-voiturage à proximité de la future gare des Gués.

III. Caractéristiques principales du projet de giratoire

(Données issues du Conseil Départemental)

Le projet prendra en compte les normes et prescriptions réglementaires et notamment :

- Les recommandations du guide de l'ARP puisqu'il relève du régime des Routes Principales interurbaines,
- Les prescriptions du PLU, en particulier les principes d'aménagement de l'OAP.

Le profil en travers sera adapté aux futurs aménagements liés à l'OAP (voir paragraphe précédent).

1. Les caractéristiques géométriques

- Le profil en long sera calé sur le terrain naturel.
- Le centre du giratoire sera axé à l'intersection des deux branches.
- L'avant-projet sera soumis pour avis au SEER et au service de l'état, étant donné que la D910 est classée Route à Grande Circulation et supporte les transports exceptionnels.
- Le carrefour est en agglomération, la vitesse restera limitée à 50km/h sur les deux départementales.

2. Les terrassements et la chaussée

- Pour la partie déviée de la D87 afin de perpendiculariser le raccordement au giratoire, la chaussée sera dimensionnée hors gel et adaptée au trafic rencontré.
- Les études devront préciser les hypothèses prises en compte.

3. Les nouveaux déplacements

Les riverains

- Les accès directs sur la D910 seront supprimés. Il sera privilégié des accès sur la D87.
- Des rencontres seront organisées avec le voisinage concerné préalablement aux travaux afin de définir l'ensemble des mesures à mettre en œuvre pour la bonne réalisation du chantier et la mise en sécurité des riverains.

Les piétons

- Les cheminements piétons seront organisés conformément aux normes en vigueur et aux orientations énoncées dans l'OAP du PLU de la commune de Veigné.
- Des traversées piétonnes seront aménagées sur les branches du giratoire.

4. Les équipements de la route

La structure de chaussée

- Etant donnée l'évolution du trafic, l'hypothèse retenue pour les calculs de structure et de revêtements est une augmentation de 1%/an sur 20 ans. Les caractéristiques géométriques seront compatibles avec les trafics futurs à l'horizon 20 ans.
- La structure de chaussée sera hors gel.
- Les couches de roulement seront adaptées aux contraintes particulières des giratoires. Elles seront prolongées jusqu'à l'extrémité des aménagements modifiés par le projet.
- Sur demande de la commune, le projet prendra en compte la problématique d'un tourne à gauche utilisé de fait par les habitants d'un lotissement situé au Sud-Est de l'aménagement.

La signalisation verticale

- Un état de la signalisation existante sera précisé. Ne seront remplacés que les panneaux en mauvais état.
- La signalisation sera conforme à l'instruction ministérielle 7^{ème} partie.
- Un plan de signalisation verticale (police et directionnelle) sera produit en phase DCE.

Le marquage

- Un plan de signalisation horizontale (marquage) sera produit en phase DCE.

5. Les différents réseaux

- Les concessionnaires, occupants du domaine public à titre précaire, seront invités à déplacer leur réseau respectif situé dans l'emprise, avant le démarrage des travaux de voirie. Ils supporteront à leur frais le coût des déplacements.
- Les réseaux ne seront pas nécessairement enfouis, sauf opportunité avérée. Dans ce cas, le montage financier sera fixé par le MOA.
- Les eaux pluviales seront gérées conformément à la réglementation, l'imperméabilisation sera supérieure à 0,1 hect, le projet est soumis à une déclaration « loi sur l'eau ».
- Les eaux de plateforme seront recueillies dans un réseau latéral type caniveaux bordurés, puis acheminées vers les fossés latéraux existants. Dans la mesure du possible, une simplification du réseau existant sera apportée.
- Les approches du carrefour actuel sont éclairées, la gestion de l'exploitation et de l'entretien de l'équipement est à la charge de la commune. Le giratoire sera éclairé, la commune est adhérente au SIEIL 37 qui assurera l'étude du projet.

6. Les aménagements paysagers

- Le Conseil Départemental 37 prévoit les aménagements paysagers minimum pour ce carrefour (engazonnement).
- Un emplacement pour le véhicule d'entretien des espaces verts situés dans l'anneau sera prévu.
- La commune réalisera ultérieurement une étude sur les aménagements paysagers de l'anneau du giratoire. Ses modalités d'entretien (qui sera à la charge de la Commune) seront fixées dans le cadre d'une convention.
- Le Conseil Départemental 37 s'assurera de la compatibilité de l'aménagement souhaité avec la sécurité et les contraintes d'exploitation le cas échéant.

7. L'activité économique et agricole

- Les activités économiques et agricoles ont un impact direct sur la circulation. La conception du giratoire intégrera les trafics PL avec remorque ainsi que les convois exceptionnels.

8. L'environnement sonore

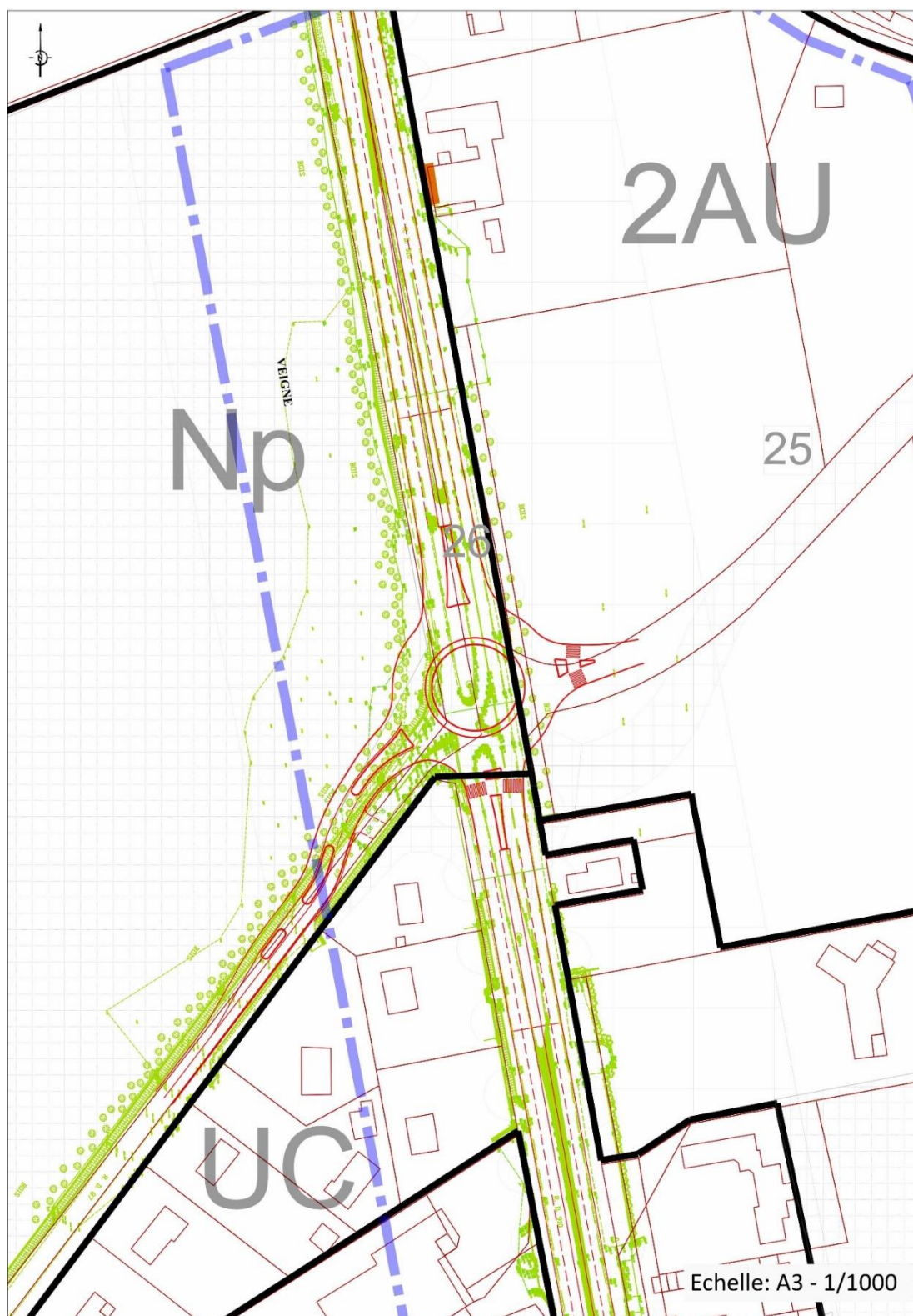
- Au sens de la réglementation, l'aménagement d'un carrefour giratoire ne constitue pas un aménagement ponctuel éligible aux obligations du décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit.
- Il n'y a aucune obligation réglementaire du MOA.
- Il n'y a pas d'obligation de résorption non plus au titre du Point Noir de Bruit identifié.
- Toutefois, deux campagnes de mesures acoustiques au niveau des habitations existantes seront réalisées, une avant travaux, une seconde un an après la mise en service de l'ouvrage.

9. La phase Travaux

- Les travaux seront réalisés sous circulation, il ne sera pas mis en place de déviation.

VI. Projet envisagé

Source : Conseil Départemental



Mise en compatibilité du PLU avec le projet

PROJET

Le projet de la présente déclaration de projet, porte sur :

- L'adaptation des pièces graphiques du règlement (zonage) du PLU
- L'adaptation de la liste des emplacements réservés

a. Les dispositions du document opposable

L'Espace Boisé Classé mentionnée sur le règlement graphique

Le zonage comporte un Espace Boisé Classé sur l'ensemble de la parcelle AC 0032. Afin de permettre la réalisation du carrefour giratoire D910 / D87, 2075 m² doivent faire l'objet d'un déclassement.

La liste des emplacements réservés

Le règlement écrit fait état d'une liste d'emplacements réservés dont les n°25 et 26 doivent permettre la mise en œuvre du projet de carrefour giratoire. Or, après étude du Conseil Départemental, il s'avère que les emplacements réservés ne correspondent pas :

- Aux tracés du projet
- Aux surfaces annoncées
- Aux parcelles concernées

b. Les nouvelles dispositions proposées en vue de la mise en compatibilité

Les modifications liées à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU portent sur le document graphique du règlement (zonage) et la liste des emplacements réservés.

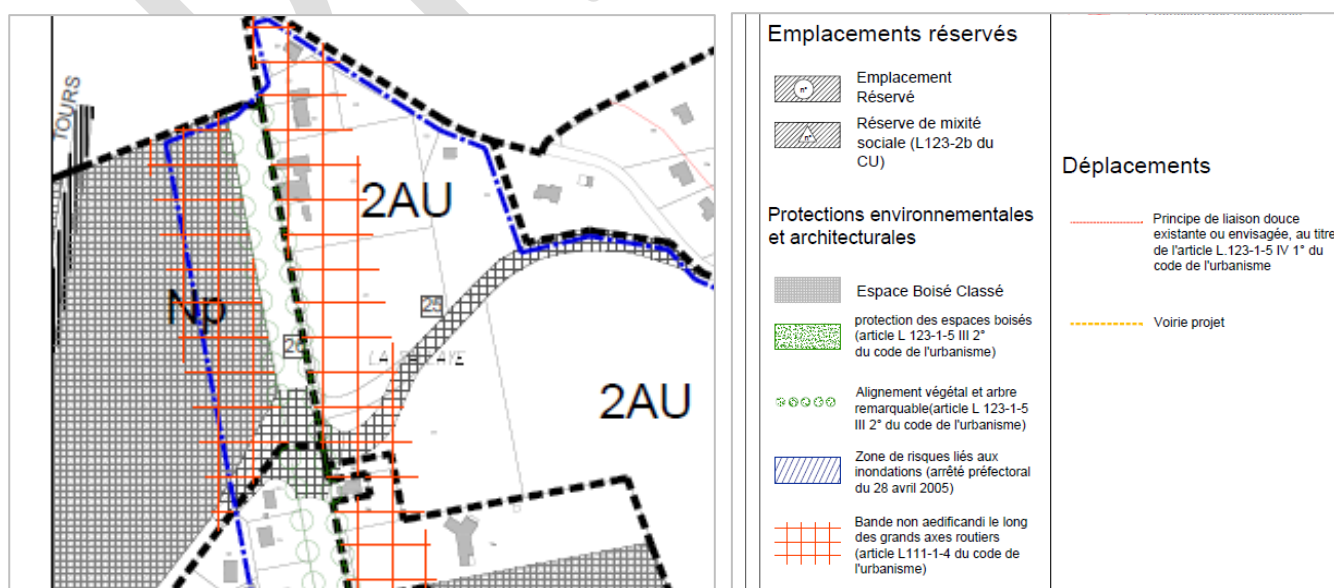
C'est ainsi que :

- Une surface de 2075 m² de la parcelle cadastrée section AC n° 0032 **(EN ATTENTE DE NOUVEAU NUMERO DE PARCELLE)** est déclassée et ne comporte plus d'Espace Boisé Classé.
- Les emplacements réservés n°25 et 26 sont modifiés (tracés, surfaces, parcelles) selon le tableau présenté ci-après (Exposé des motifs des changements apportés).

c. Exposé des motifs des changements apportés

3. Description des pièces modifiées

Règlement graphique approuvé le 25 novembre 2016



- Modification de la limite de l'EBC.

La modification de la limite de l'EBC tient compte de l'affectation principale de la zone Np qui conserve sa destination.

(emplacements réservés modifiés rouge)



1. Modification des emplacements réservés n° 25 et 26

Emplacements réservés du PLU approuvé le 25 novembre 2016			
Numéro de l'emplacement réservé	Désignation des opérations	Collectivité ou service public ayant demandé l'inscription	Surface
25	Voie de desserte de la zone de la Saulaye	Commune	4 080 m2
26	Aménagement et sécurisation du carrefour RD910-RD87 à la Saulaye	Département	5 877 m2
Modifications proposées			
Numéro de l'emplacement réservé	Désignation des opérations	Collectivité ou service public ayant demandé l'inscription	Surface
25	Voie de desserte de la zone de la Saulaye	Commune	5 106 m2
26	Aménagement et sécurisation du carrefour RD910-RD87 à la Saulaye	Département	2 942 m2

Zonage proposé après la mise en compatibilité.

ZONAGE en cours

PROJET

Justifications de la mise en compatibilité

Conformément à l'article L153-54 du Code de l'Urbanisme, « Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9. »

Le projet pour la création du giratoire sur les axes D910 /D87 présente un caractère d'intérêt général et n'est pas compatible avec le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Veigné. Conformément à cet article, le projet fait donc l'objet d'une procédure de déclaration de projet entraînant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Par ailleurs, une demande d'examen au cas-par-cas a été déposée en date du XXXXX. L'arrêté expose : 3..... ». Par conséquent, le projet de giratoire (est soumis n'est pas soumis) à évaluation environnementale.

Cette mise en compatibilité est réalisée sur la base d'une modification des emplacements réservés et du déclassement d'une Espace Boisé Classé d'une surface inférieure à 0,5 ha, soit 2075 m². Ces deux modifications couvrent l'étendue du projet. Elles ont été définies par les services du Conseil Départemental, maître d'ouvrage de l'opération et par la commune de Veigné.

Le projet tel que défini actuellement, devra être précisé lors des étapes ultérieures liées aux études opérationnelles.

En effet, le Conseil Départemental adaptera le projet selon les contraintes rencontrées. Cependant, les principaux éléments du projet ne pourront sortir des emprises définies dans les emplacements réservés n° 25 et 26 et de la surface de 2942 m² issue de la parcelle AC 0032 qui correspond à la partie de l'EBC déclassée + une partie de la parcelle AC 0032.

Concernant l'emplacement réservé n°26, la mise en compatibilité a permis l'ajustement graphique et surfacique de cet emplacement réservé en fonction des branches du futur giratoire et ainsi l'acquisition des parcelles dont la destination est « aménagement et sécurisation du carrefour RD910-D87 à la Saulaye », conformément au motif d'intérêt général. Ainsi le projet n'impacte plus les parcelles 313, 312, 333, 789 dont la destination est liée à l'habitation. La parcelle AC 0032 reste concernée par l'emplacement réservé ; sa surface est modifiée.

Concernant l'emplacement réservé n°25, la mise en compatibilité a permis l'ajustement graphique et surfacique de cet emplacement réservé en fonction des branches du futur giratoire et ainsi faciliter le raccordement à venir du giratoire et de la voie d'accès qui sera nécessaire pour la réalisation du projet d'aménagement sur le moyen, long terme et pour laquelle le phasage n'est pas précisé à ce jour.

Concernant l'Espace Boisé Classé, le projet nécessite le déclassement d'une partie concomitante aux D910 et D87. Le niveau de définition du projet induit qu'il est nécessaire de déclasser 2075 m² et ceci afin d'avoir la marge de manœuvre nécessaire à la réalisation de l'ouvrage et à sa mise en valeur ultérieure (paysagement des abords du giratoire). Il est alors nécessaire de préciser que seuls les boisements au niveau de l'ouvrage seront impactés.

Liste des emplacements réservés après la mise en compatibilité

PROJET

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Les emplacements réservés repérés aux documents graphiques, au titre de l'article L. 123-2 du code de l'urbanisme sont les suivants :

NUMERO DE L'EMPLACEMENT RESERVE	DESIGNATION DES OPERATIONS	COLLECTIVITE OU SERVICE PUBLIC AYANT DEMANDE L'INSCRIPTION	SURFACE
1	Autoroutes A10 et A85	Cofiroute	102,97 ha
2	Etablissement d'une liaison communale (La Championnière)	Commune	2956 m ²
3	Etablissement d'une liaison communale (Noyer Marquet – Perruche de La Martinière)	Commune	4788 m ²
4	Elargissement de la rue de Parçay - Espace public	Commune	1196 m ²
5	Elargissement de la rue des Grès	Commune	5755 m ²
6	Etablissement d'une liaison communale (Les Sables de Tartifume)	Commune	2893 m ²
7	Aménagement d'espaces verts	Commune	5578 m ²
8	Portion de voie nouvelle Sud Montbazou- Veigné	Commune	14249 m ²
9	Elargissement du CV n°11 de La Championnière à La Roquille	Commune	4549 m ²
10	Elargissement de la rue de La Championnière	Commune	18425 m ²
11	Redressement et élargissement rue de Baigneux	Commune	665 m ²
12	Création d'un espace vert au bord de l'Indre	Commune	210 m ²
13	Elargissement de la rue de La Taille Maimbrée	Commune	1197 m ²
14	Elargissement de la rue du Lavoir – Création bande cyclable, voie douce	Commune	5437 m ²
15	Elargissement de la rue des Grandes Vignes	Commune	2910 m ²
16	Elargissement de la rue de Vaugourdon	Commune	3577 m ²

17	Création d'un chemin piétonnier et cyclable (Fontiville)	Commune	3038 m ²
18	Etablissement d'une liaison communale (Thorigny - Bourroux)	Commune	9990 m ²
19	Etablissement d'une liaison communale (La Championnière)	Commune	4409 m ²
20	Création d'un équipement (halte ferroviaire)	Commune	19 105 m ²
21	Elargissement de part et d'autre de la rue des Fougères	Commune	1162 m ²
22	Espace boisé, groupe scolaire des Gués	Commune	10374 m ²
23	Emprise de la ligne à grande vitesse Sud Express Atlantique et de ses aménagements connexes	Réseau Ferré de France	800 746 m ²
24	Création d'un chemin piétonnier et cyclable (Beauregard)	Commune	1612 m ²
25	Voie de desserte de la zone de la Saulaye	Commune	5 106 m ²
26	Aménagement et sécurisation du carrefour RD910-RD87 à La Saulaye	Département	2 942 m ²
27	Création voie de desserte pour l'extension de la zone des Petits Partenais	Commune	2811 m ²
28	Elargissement de la rue des Gros Tisons	Commune	6655 m ²
29	Aménagement d'un espace public (rue du Poitou)	Commune	4767 m ²

PROJET

Annexe 1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE



Direction régionale
des affaires culturelles

Service régional de l'archéologie

AFFAIRE SUIVIE PAR : AUDREY TRAON-MAINGAUD
TÉLÉPHONE : 02.38.78.85.34
COURRIEL : AUDREY.TRAON-MAINGAUD@CULTURE.GOUV.FR
RÉFÉRENCE : 17/ATM/ACB4132

Orléans, le 05/10/2017

Conseil Départemental d'Indre-et-Loire
Direction des Routes et des Transports

Service études et travaux neufs
Place de la Prefecture
37927 TOURS Cédex 9

ACCUSE DE RECEPTION

Monsieur,

Conformément à l'article L 522-4 du Code du Patrimoine, j'ai l'honneur d'accuser réception à la date du 05/10/2017 de votre demande concernant l'éventualité de prescriptions archéologiques sur le projet de "aménagement du carrefour des RD 190 et RD 87 au lieu-dit La Saulaie" sur la commune de VEIGNE.

Je vous informe que dans le cadre de l'instruction administrative de votre demande, ce dossier ne donnerait pas lieu à prescription de diagnostic archéologique, sauf en cas de modification substantielle de votre projet ou des connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de la commune concernée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

ARRIVÉ

12 OCT. 2017

	Init.	Date
Directeur		
Adjt Directeur		
S.T.		
S.G.A.F.		
S.O.A.		
S.E.T.N.		
S.E.E.R.		
S.T.A.C.		
S.T.A.N.E.		
S.T.A.N.O.		
S.T.A.S.E.		
S.T.A.S.O.		

Bonne copie
no 70E = Arcléo
+ STAC
+ Jaurie

Pour le Préfet de la région Centre-Val de Loire
et par subdélégation,
Le conservateur régional de l'archéologie,


Stéphane REVILLION.

Direction régionale des affaires culturelles - 6 Rue de la Manufacture 45043 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02 38 78 85 00 • Télécopie : 02 38 78 85 99
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Centre-Val-de-Loire>



Direction départementale des Territoires
d'Indre-et-Loire

Service de l'eau et des ressources naturelles

Unité ressources en eau

Nos réf. : JFR/CS
Eau /Rejets d'Eaux pluviales/let et bordereaux 2017
Giratoire VEIGNE
Affaire suivie par : Jean-Francois ROLLEAU
jean-francois.rolleau@indre-et-loire.gouv.fr
Tél. 02.47.70.82.29- Fax : 02.47.70.82.37

Tours, le 23 Octobre 2017

Le Directeur départemental,

à

MONSIEUR LE PRESIDENT DU
CONSEIL DEPARTEMENTAL
DIRECTION DES ROUTES ET DES TRANSPORTS
PLACE DE LA PREFECTURE
37927 TOURS CEDEX



Objet : Commune de VEIGNE, aménagement du carrefour des RD 910 et RD 87
Demande d'avis au titre de la loi sur l'eau

Monsieur le Président

Vous nous avez transmis le 10 octobre 2017 un courrier relatif à l'aménagement du carrefour des RD 910 et RD 87.

Il apparaît au regard des éléments fournis que ce projet n'est pas soumis à procédure loi sur l'eau au titre du code de l'environnement.

Par contre, la réalisation de ce projet va entraîner la suppression de l'état boisé sur plusieurs parcelles à l'aplomb des aménagements envisagés. Ce changement d'affectation du sol, mettant fin à la destination forestière du terrain, constitue un défrichement au sens de l'article L.341-1 du code forestier.

La réalisation de ce défrichement nécessite une autorisation préalable, prévue à l'article L.341-3 du même code.

Cette autorisation de défrichement est préalable à toute autre autorisation administrative (art. L.341-7 du code forestier).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

ARRIVÉ
DRT

26 OCT. 2017

	Nat	Info
Directeur		
Adj. Directeur		
S.T.		
S.G.A.F.		
S.O.A.		
S.E.T.N.		
S.E.E.R.		
S.T.A.C.		
S.T.A.N.E.		
S.T.A.N.O.		
S.T.A.S.E.		
S.T.A.S.O.		

Copie à : Mairie de VEIGNE

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service de l'Eau
et des Ressources Naturelles,

Dany LECOMTE

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 13h30-16h00
Tél : 02 47 70 80 90 - fax : 02 47 70 80 99
61, avenue de Grammont
CS 74105
37041 TOURS CEDEX 1

JFR, JYP